

# Cultivés localement

Sondage mené auprès des politiciens municipaux du Canada



En collaboration avec le Baromètre municipal du Canada

# CMB-BMC

Le Baromètre municipal du Canada (BMC) est un sondage annuel tenu auprès de maires et de conseillers municipaux dans plus de 400 municipalités canadiennes, qui offre de nouvelles informations aux chercheurs universitaires, aux décideurs politiques municipaux et au grand public. Le projet est dirigé par Jack Lucas de l'Université de Calgary, et est généreusement soutenu par une subvention de développement de partenariats du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et des contributions de partenaires institutionnels, notamment l'Université de Calgary, l'Institut national de la recherche scientifique, l'Université du Manitoba, l'Université Memorial, l'Université de Toronto et la Fédération canadienne des municipalités. Pour en savoir davantage, visitez [cmb-bmc.ca](http://cmb-bmc.ca).



# Table des matières

## **4** Synopsis

## **6** Qui a répondu au sondage?

## **8** D'où proviennent les élus locaux?

9 Antécédents professionnels

10 Expérience civique

11 Pourquoi briguer un poste?

## **14** Comment ça se passe à l'hôtel de ville?

14 Capacité

14 Personnel

15 Heures et charge de travail

16 Rémunération

18 Vocation ou activité passagère?

## **20** Quels sont les meilleurs et les pires aspects du travail?

## **23** Conclusion : En quoi devrait consister la représentation locale?

## **25** Méthodologie



## Synopsis

Au Canada, les législateurs fédéraux et provinciaux ont tendance à recevoir toute l'attention, mais les politiciens locaux ont un grand impact sur la vie des Canadiens. Ils sont responsables des services publics dont les Canadiens profitent le plus directement, et ils peuvent influencer considérablement les attitudes et les attentes envers les institutions publiques. Les gouvernements locaux prélèvent **12 % sur chaque dollar perçu auprès des contribuables** (y compris les frais d'utilisation) et ils comptent pour 19 % **de toutes les dépenses gouvernementales**. Pendant la pandémie de COVID-19, les dirigeants locaux ont continué à fournir des services essentiels en collaborant avec les agences locales de santé publique, en protégeant les usagers des transports publics, en redéployant le personnel et en communiquant avec le public.

Mais on en sait beaucoup moins sur les milliers de politiciens municipaux qui, mis à part le fait de voir à ce que les nids de poule soient colmatés et les ordures ramassées, façonnent et repensent nos collectivités. En 2020, le Centre Samara pour la démocratie s'est joint à un partenariat d'universités et de chercheurs qui sondent les maires et conseillers de plus de 400 municipalités au Canada. De Corner Brook (Terre-Neuve) à Squamish (Colombie-Britannique), plus de 940 conseillers, maires, préfets et conseillers d'arrondissement ont répondu au premier sondage du **Baromètre**

**municipal du Canada**, qui jette un éclairage sur leurs parcours ayant mené à la politique et leur quotidien comme politiciens locaux.

Maires et conseillers, nouveaux élus et vétérans municipaux, politiciens en milieu urbain et rural—les répondants formaient un échantillon représentatif des leaders locaux du Canada. Leurs réponses ont permis de mieux comprendre qui sont les politiciens, ce qu'est leur vie publique et à quoi ressemble leur parcours professionnel. Le sondage montre que :

### → **Le conseil municipal n'est pas une porte**

**d'accès :** Les cas très médiatisés de politiciens municipaux qui font le saut en politique provinciale ou fédérale sont l'exception, pas la règle. Seuls cinq pour cent des répondants ont dit qu'il était très probable qu'ils visent un mandat provincial ou fédéral, même si près de la moitié ont affirmé avoir été activement sollicités. D'une façon générale, les politiciens locaux ne se considèrent pas comme des « recrues » pour la politique provinciale, territoriale, ou fédérale.

→ **Vivier de talents dans la société civile :** Seule une minorité de politiciens locaux suivent explicitement la voie de la carrière politique en défendant des intérêts, en prenant des positions partisans ou en occupant d'autres fonctions. La plupart (56 %) estiment que

l'implication auprès d'associations communautaires et de groupes de quartier leur a apporté une expérience qui les a préparés pour la vie publique.

→ **Travail solitaire, horaires variables** : Le sondage se penche sur la fonction de conseiller et de maire, et la façon dont ces élus occupent leur temps. La politique municipale se démarque nettement des autres ordres du gouvernement par le fait que le travail est encore souvent considéré comme un engagement à temps partiel, plutôt qu'une profession à temps plein. C'est pourquoi la moitié des répondants (49 %) sont uniquement des représentants à temps partiel et, sur ce nombre, la plupart (77 %) ont d'autres emplois. Les trois quarts (76 %) des répondants n'ont pas de personnel de soutien.

→ **Les chemins ne mènent pas tous à l'hôtel de ville** : La diversité de la représentation est essentielle pour que tout le monde participe à la prise de décisions. Les conclusions de ce rapport confirment que les municipalités canadiennes ont encore bien du chemin à faire pour diversifier le gouvernement local. Seuls 31 pour cent des répondants sont des femmes, 91 pour cent sont blancs, 70 pour cent ont 50 ans et plus, et les professionnels à col blanc sont excessivement sur-représentés.

Ce rapport, le premier de trois basés sur les sondages annuels du Baromètre municipal du Canada, examine la composition du leadership politique local au pays, la façon dont les leaders font leur entrée dans la vie publique, leur capacité comme législateurs et représentants, et ce qui leur plaît le plus et le moins dans leur rôle.

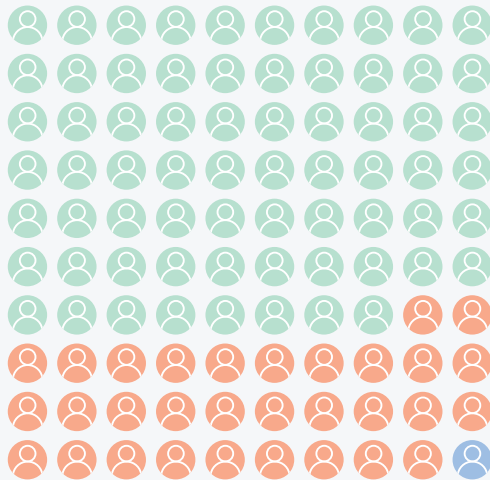


## Qui a répondu au sondage?

Le Baromètre municipal du Canada fournit un échantillon représentatif des représentants municipaux au

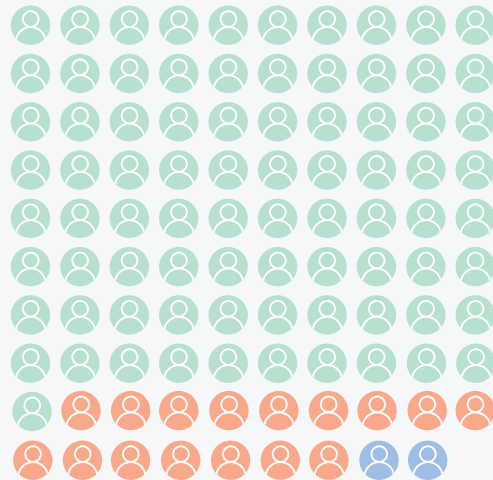
Canada—et reflète un certain biais démographiques qui caractérisent la classe politique locale.

### Sexe



● Homme 68 % ● Femme 31 %  
● Préfère ne pas répondre 1 %

### Poste



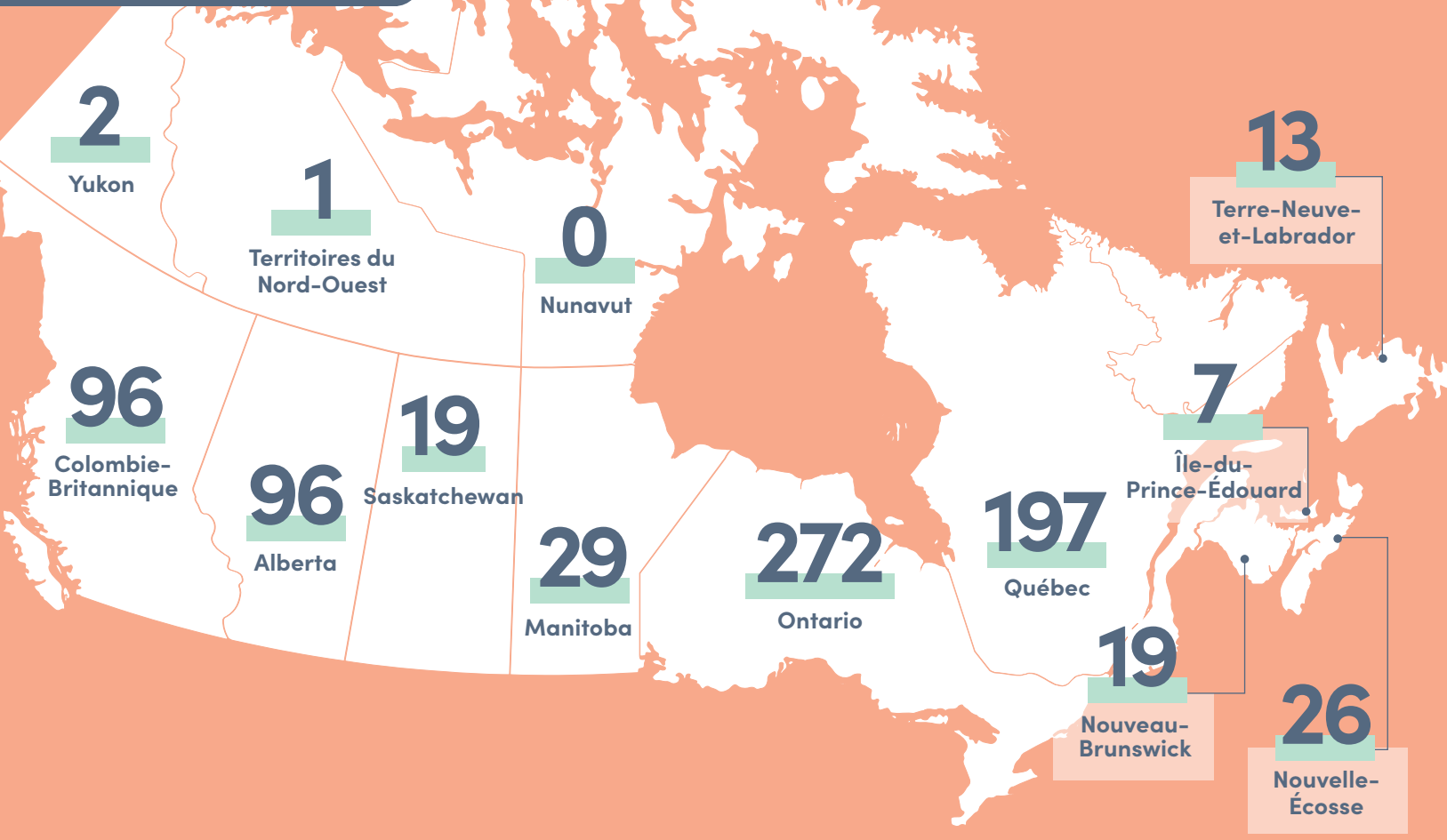
● Conseiller·ère 81 % ● Maire·sse/préfet·e 16 %  
● Autre 2 %

Remarque : Les chiffres indiqués dans ce rapport ne totalisent pas toujours 100 % parce qu'ils ont été arrondis.

Les répondants reflètent un mélange de milieux urbains et ruraux et de banlieue. Vingt-huit pour cent des personnes interrogées représentent surtout des communautés urbaines, 12 pour cent représentent surtout des zones rurales et la majorité (52 %) représente un mélange de zones urbaines, suburbaines et rurales.

Les répondants sont essentiellement des hommes (67 %). Cela correspond étroitement à la répartition réelle des sexes chez les politiciens municipaux; en 2019, **les données du Baromètre municipal du Canada** ont montré qu'environ 31 pour cent seulement des politiciens locaux sont des femmes. Les répondants

## Répondants par région



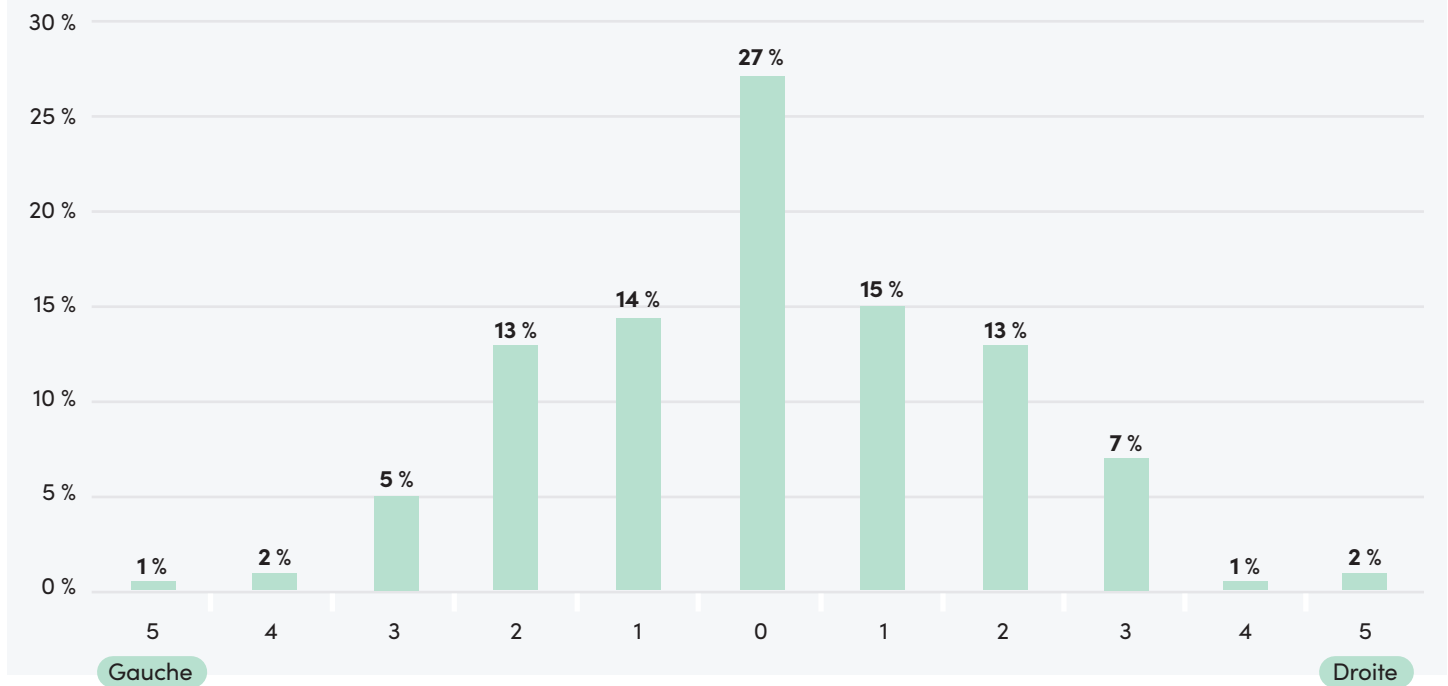
sont aussi majoritairement blancs (91 %). Plus d'un quart (28 %) ont un diplôme d'études supérieures (maîtrise, diplôme professionnel, doctorat) et près de la moitié (48 %) ont un diplôme collégial ou universitaire.

La répartition de l'âge penche vers les Canadiens plus âgés. Un quart (25 %) des répondants ont plus de 65 ans et 70 pour cent des représentants interrogés ont plus de 50 ans. À peine cinq pour cent ont moins de 35 ans. Une majorité de politiciens (58 %) en sont à leur premier ou deuxième mandat, même si 24 pour cent ont été en poste plus de 10 ans.

Sur le plan idéologique, les politiciens se disent près du centre, une position très similaire à celle du grand public canadien. Environ un quart des élus locaux se situent à 5 sur une échelle idéologique de 0 à 10, avec plus ou moins la même proportion de centre-gauche (26 %) et centre-droite (28 %).

Cette répartition idéologique varie moins qu'on pourrait s'y attendre par type de district (urbain, suburbain, rural). Mais il y avait un écart idéologique notable par province et sexe. Par exemple, près de la moitié des répondants (47 %) en Colombie-Britannique sont à gauche du centre, comparativement à 16 pour cent

## Idéologie



des répondants en Alberta. L'orientation politique des femmes et des hommes était presque le reflet inverse; 42 pour cent des femmes sont à gauche du centre et

24 pour cent à droite du centre, tandis que 30 pour cent des hommes sont à gauche du centre et 44 pour cent à droite du centre.



## D'où proviennent les élus locaux?

Il arrive aux Canadiens de percevoir les politiciens comme des élus à demeure, des carriéristes et une classe à part. **L'ancienne étude que le Centre Samarra a menée auprès des députés fédéraux** a montré qu'ils considèrent être arrivés à la politique « par

accident »—et ne pensaient pas aboutir aux postes qu'ils occupent. Qu'en est-il des politiciens locaux : comment en sont-ils entrés dans la vie publique?

Le sondage donne quelques indices. Il trouve des antécédents professionnels communs, avec une forte



surreprésentation de professionnels, gestionnaires et autres cols blancs. Mais les organismes civiques fournissent aussi un terrain et une plateforme de formation pour les aspirants leaders locaux. De nombreux répondants ont été recrutés ou poussés à briguer un poste. Les politiciens locaux mentionnent majoritairement leur intérêt pour le service public et le bien-être de leur communauté comme étant les principaux facteurs qui les ont poussés à briguer un poste municipal.

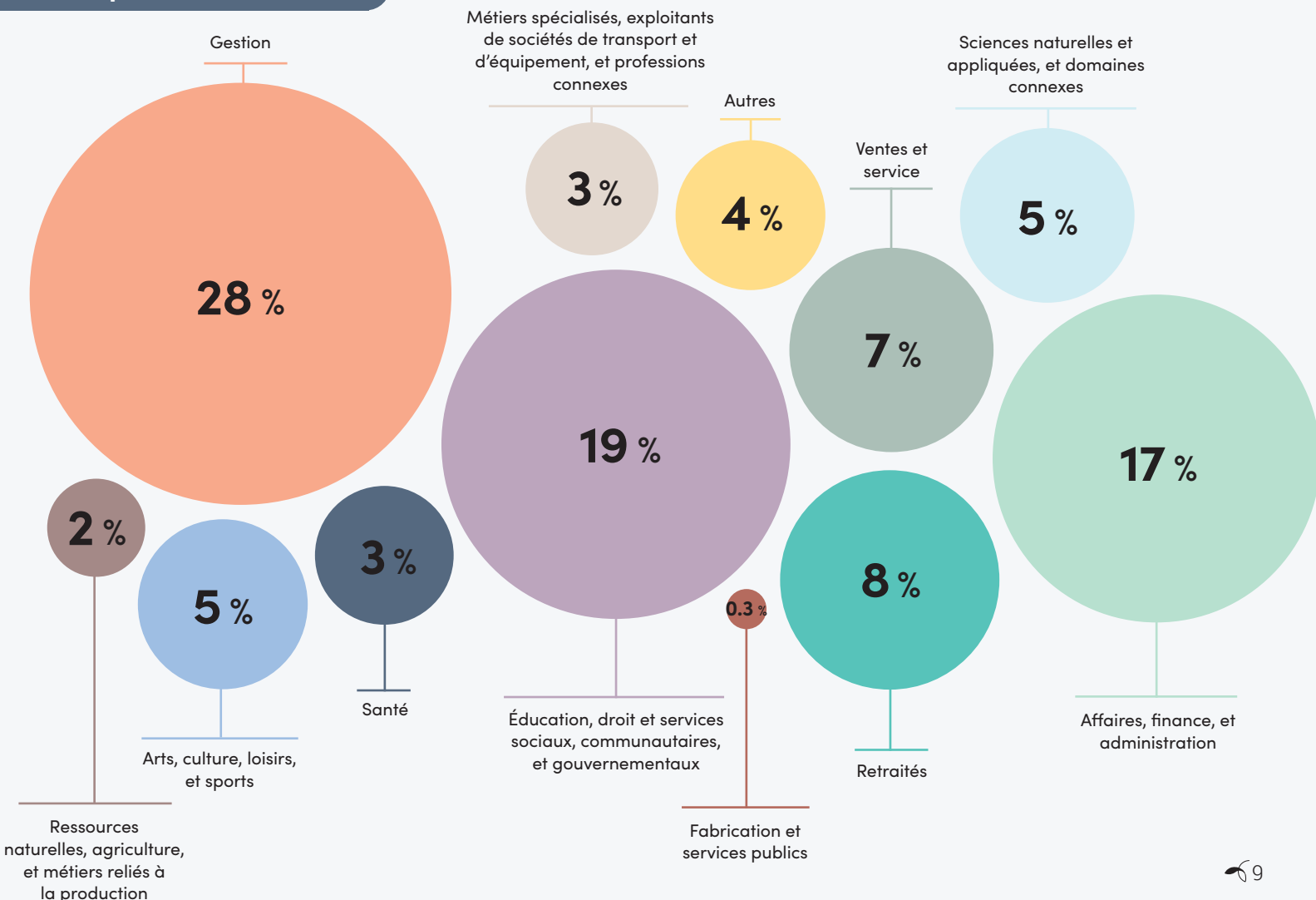
### Antécédents professionnels

S'il est vrai que la politique locale réunit un large éventail d'antécédents professionnels, ceux qui ont un bagage comme gestionnaires ou professionnels y sont nettement surreprésentés. Il y a bien plus d'ad-

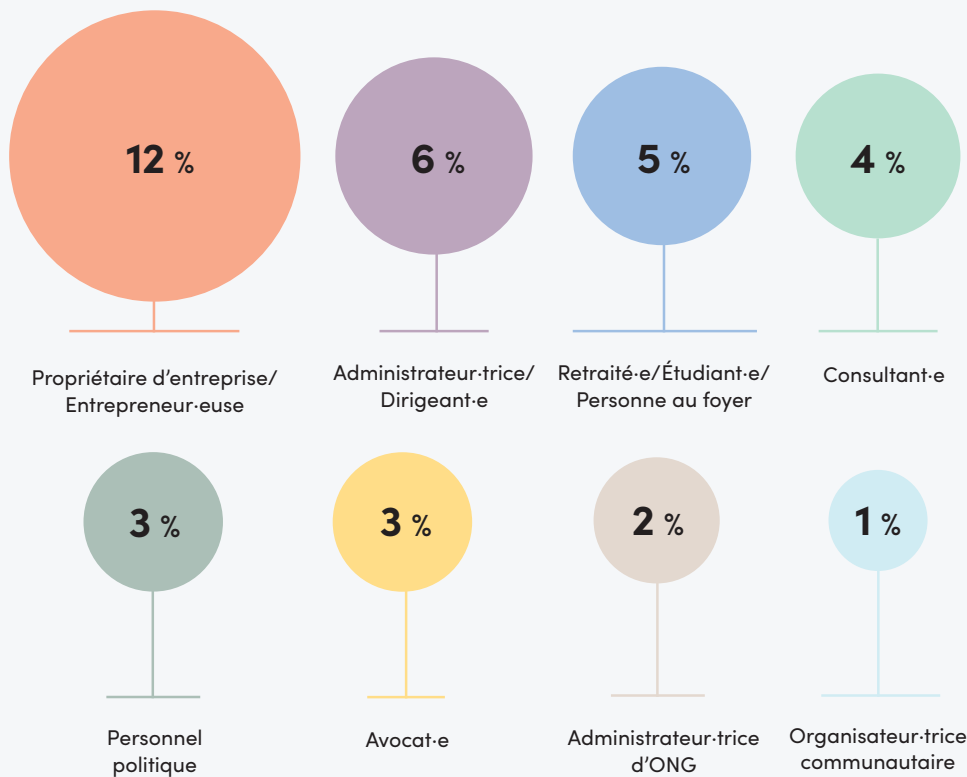
ministrateurs et de consultants d'entreprises que de préposés et de caissiers, les propriétaires d'entreprises les dépassant tous.

Vingt-huit pour cent des répondants avaient déjà occupé des postes de gestionnaires, tandis que moins de cinq pour cent avaient travaillé comme cols bleus notamment dans la construction, la fabrication ou les ressources naturelles. Près des deux tiers (65 %) des politiciens interrogés provenaient de trois secteurs à cols blancs : la gestion; les affaires, la finance et l'administration; et l'éducation, le droit, et les services sociaux, communautaires et gouvernementaux. La sous-représentation des classes et professions, souvent ignorée, mais toujours présente à d'autres échelons politiques, est bien entendu également évidente au niveau local.

### Emploi avant l'élection



## Anciennes professions fréquentes



### Expérience civique

En plus d'avoir des antécédents professionnels similaires, les leaders locaux se sont souvent impliqués par le passé dans la société civile ou la vie civique. La plupart des politiciens interrogés disent que leur parcours politique a commencé, ou a été favorisé, par leur expérience auprès d'associations communautaires. Environ un tiers des répondants ont déclaré avoir déjà été actifs auprès d'associations d'affaires et de clubs de services. Un peu plus d'un quart ont défendu des intérêts. La plupart se sont investis dans différents types d'associations avant d'être élus, tandis qu'une petite fraction (27 des 691 répondants à cette question) n'a déclaré aucun engagement civique formateur.

Bien qu'il semble devenu plus courant pour les élus provinciaux, territoriaux ou fédéraux de faire de la politique municipale une fois à la retraite ou après une défaite, les données montrent que cela reste rare. À peine six pour cent des répondants ont été auparavant commissaires d'école, soulignant davantage l'absence d'un vivier établi de talents pour les élus.

Ces réponses montrent l'importance d'un engagement civique général, plutôt qu'un engagement politique explicite. Certains politiciens locaux se sont peut-être impliqués auprès d'organismes de défense des intérêts et un petit nombre dans des partis politiques, mais ils ont été bien plus nombreux à faire partie d'institutions civiques locales comme des associations de quartier et des clubs de services.

## Implication auprès d'associations ayant préparé les leaders locaux à la politique

Association communautaire ou de quartier	56 %
Association d'affaires	36 %
Club de services	34 %
Groupe axé sur des enjeux ou de défense des intérêts	28 %
Association scolaire ou de parents-enseignants	25 %
Politique étudiante, association étudiante, ou organisation de jeunes	22 %
Autre	22 %
Organisme ou groupe religieux	16 %
Syndicat	15 %
Association culturelle, d'immigrants, ou ethnique	8 %

### Pourquoi briguer un poste?

Interrogés sur ce qui les a tout d'abord poussés à briguer un poste municipal, les répondants ont fourni une variété de réponses dans leurs propres mots.

Mais la plupart ont insisté sur des thèmes similaires : l'importance de faire du service public, d'améliorer la communauté—ou de chercher spécifiquement à changer l'état des choses.

### Motivations personnelles et autres

« Un groupe est venu me demander de me présenter aux élections et me dire qu'il soutiendrait ma candidature. Ça ne se refuse pas! »

« J'ai vu un potentiel inexploité dans la communauté. »

« La fermeture de la papetière du coin. »

« Ayant été activiste toute ma vie, j'ai pensé que je serais plus efficace en agissant de l'intérieur du gouvernement plutôt qu'en faisant du lobbying de l'extérieur. »

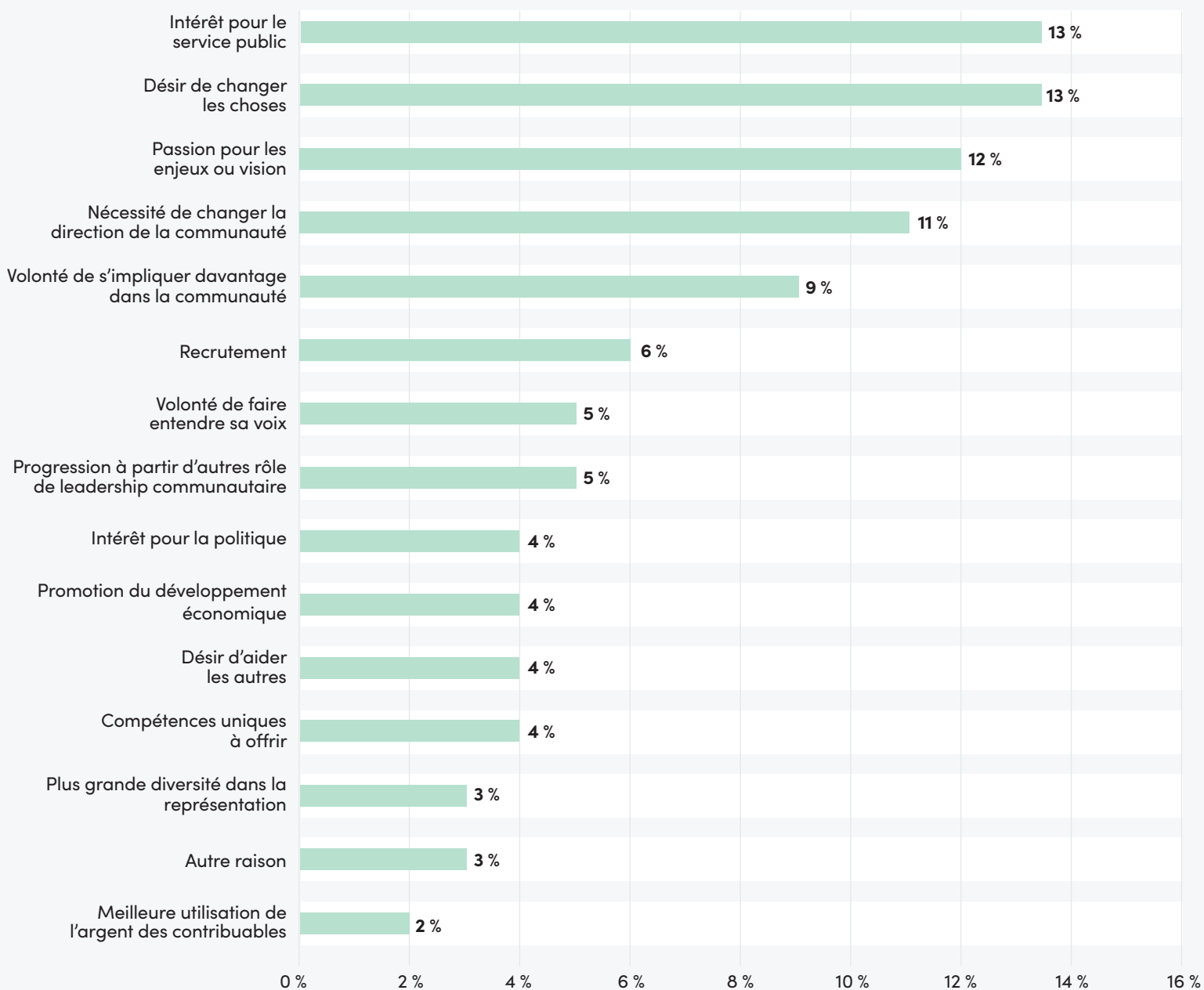
« La création d'une politique culturelle et artistique. En tant qu'artiste et consultante, j'estimais que le gouvernement avait besoin d'une diversité de perspectives et d'opinions. »

« Le conseiller était un crétin. »

Beaucoup ont répondu que la politique était tout simplement une façon de redonner à une communauté où les représentants étaient déjà très engagés. La majorité des réponses (58 %) soulignent l'importance du service public, de l'engagement communautaire ou, d'une façon générale, d'apporter des

changements sur des enjeux spécifiques ou au niveau du leadership. Parmi les raisons moins souvent invoquées pour se faire élire, les répondants ont dit avoir été recrutés, vouloir prendre part à la prise de décisions ou estimer qu'il s'agissait d'une progression naturelle dans leur carrière civique.

## Motivations pour faire de la politique locale

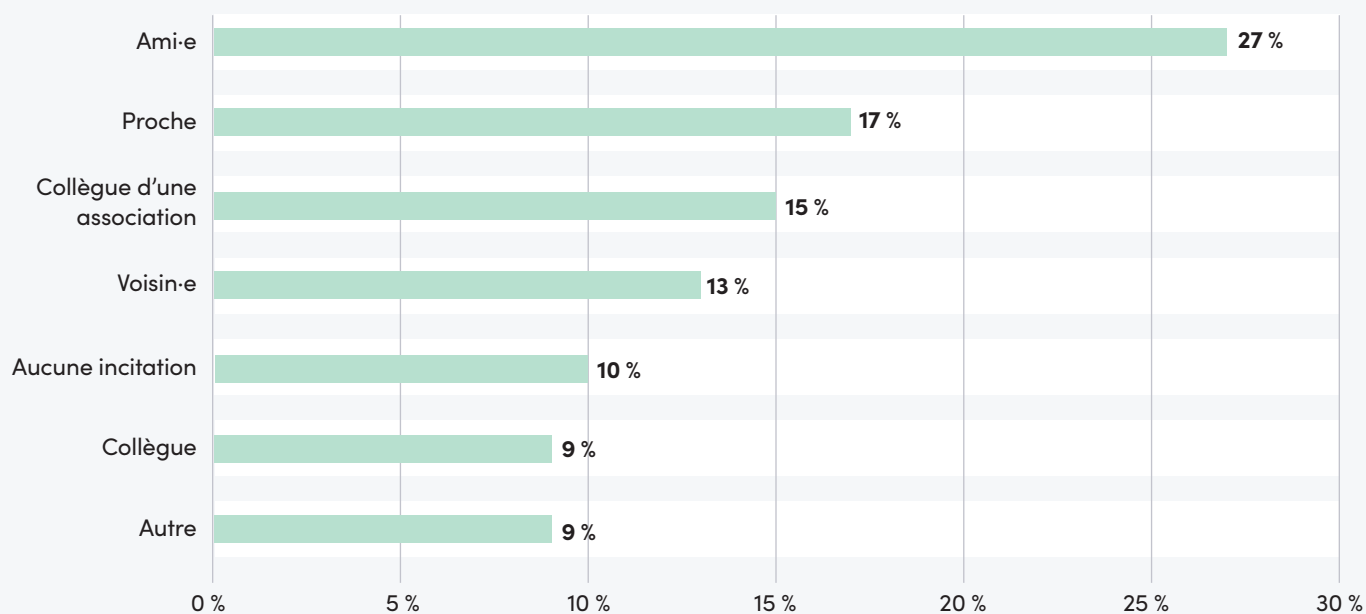


Peu ont mentionné le recrutement comme raison principale pour avoir brigué un poste public, mais la plupart ont été effectivement poussés à se porter candidats—par des amis, des membres de la famille, des voisins et des collègues. En fait, la plupart ont reçu des encouragements de plusieurs sources. Les deux tiers (66 %) des répondants ont été incités par des amis, des proches, des voisins et des collègues. Environ un tiers (30 %) des répondants ont été encouragés par un collègue d'une association ou d'une organisation de membres, ce qui démontre une fois encore l'importance de l'implication communautaire pour paver la voie menant à la politique. Seul un petit nombre (10 %)

de ceux qui ont reçu des encouragements affirment avoir été recrutés par des politiciens.

Une proportion légèrement plus grande de répondantes (83 %) a dit avoir été encouragée avant de se lancer dans la vie publique, comparativement à 77 pour cent des politiciens masculins.

### Qui a encouragé les politiques locaux à se présenter





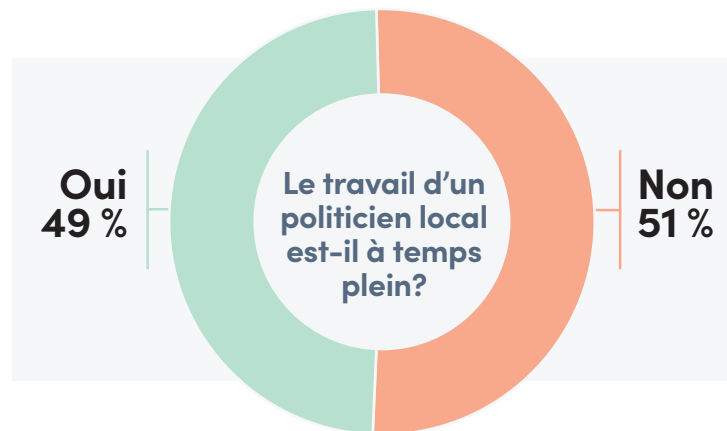
## Comment ça se passe à l'hôtel de ville?

Un des buts principaux de ce sondage consiste à mieux comprendre l'expérience des politiciens locaux en tant que représentants et législateurs. Comment passent-ils leur temps—et de combien disposent-ils? Nos leaders locaux sont-ils en mesure de nous représenter dans des délibérations complexes et des décisions politiques difficiles?

### **Capacité**

La politique municipale se démarque particulièrement des autres ordres de gouvernement par le fait que la fonction est encore souvent traitée comme un engagement à temps partiel plutôt qu'une profession à temps plein. Il fut un temps où ce genre d'amateurisme caractérisait la vie de la plupart des politiciens canadiens—au 19<sup>e</sup> siècle, le Parlement et les assemblées siégeaient rarement, et les députés pouvaient vaquer une grande partie de l'année à d'autres activités professionnelles. Mais le travail de député ou de membre de l'Assemblée législative est depuis longtemps une fonction à temps plein et bien davantage.

Toutefois, les répondants au Baromètre municipal du Canada sont divisés d'une manière égale sur l'importance et la nature de leur travail. Quarante-neuf pour cent considèrent qu'ils ont un poste à temps partiel. Cela inclut près de la moitié (47 %) des politiciens surtout urbains et une majorité (62 %) de politiciens



essentiellement ruraux.

Le résultat—là encore unique au monde de la politique—montre que les représentants locaux doivent partager leur attention entre leur travail, qui consiste à diriger nos collectivités, et leurs activités professionnelles privées.

Plus des trois quarts (77 %) des politiciens locaux qui considèrent leur rôle comme étant à temps partiel ont en même temps un autre emploi, généralement le même qu'ils occupaient avant de se lancer dans la vie publique. Soixante pour cent des répondants ayant des activités à côté étaient gestionnaires, avaient des fonctions corporatives ou administratives et exerçaient d'autres professions de cols blancs.

### **Personnel**

Le travail de représentant local peut aussi être solitaire. En politique fédérale, provinciale et territoriale,

les législateurs ont un budget pour du personnel de bureau. Ces employés s'occupent souvent de l'essentiel des services offerts dans les circonscriptions, en plus d'aider les députés à faire des recherches et à préparer les communications pour leurs fonctions législatives, ce qui n'est pas le cas des politiciens locaux.

La plupart des conseillers locaux disent ne pas avoir de personnel. À peine 24 pour cent des répondants ont déclaré un employé supplémentaire dans leurs bureaux municipaux. Comme on peut s'y attendre, cela varie selon les types de districts; environ un tiers (37 %) des politiciens surtout urbains ont du personnel, alors que les représentants ruraux n'en ont pour ainsi aucun. En excluant les maires, 82 pour cent des conseillers indiquent ne pas avoir de personnel.

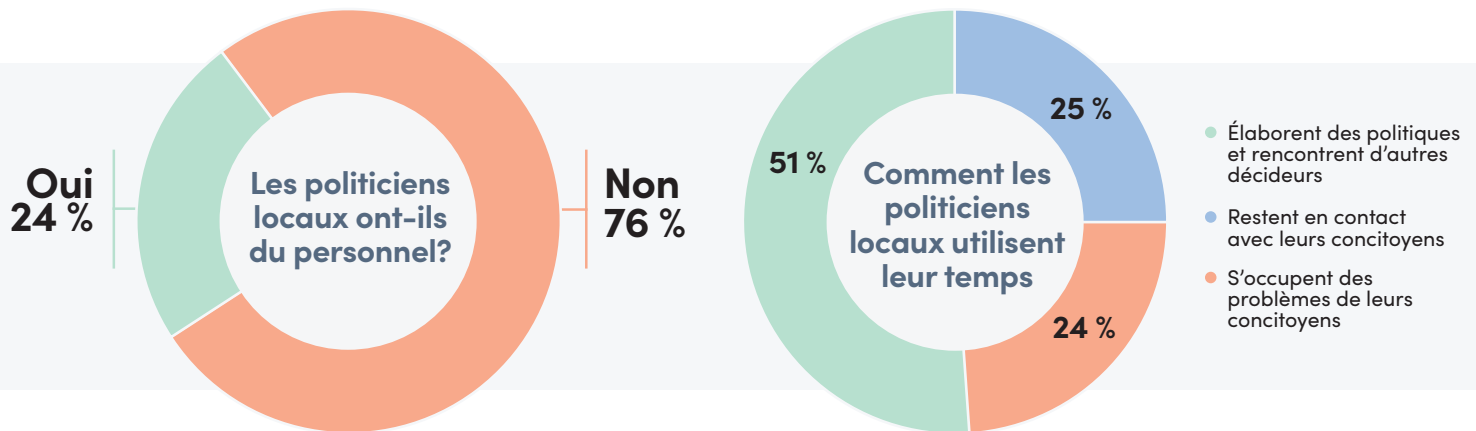
Les équipes d'employés qui existent sont généralement petites. La plupart (57 %) des politiciens munic-

ipaux ayant du personnel n'ont qu'un seul employé à temps plein ou moins (autrement dit, du personnel à temps partiel). Faute d'avoir un soutien direct proche, les conseillers doivent utiliser au mieux leur temps.

### Heures et charge de travail

Il y a beaucoup à faire. Le sondage visait à mieux comprendre la charge de travail d'un politicien local, et la façon dont il répartit son temps entre ses concitoyens, l'élaboration de politiques et les consultations.

Habituellement, les politiciens municipaux passent environ la moitié de leur temps à aider et à consulter leurs concitoyens, et l'autre moitié du temps à élaborer des politiques et à interagir avec d'autres conseillers. Les politiciens locaux sont parfois perçus comme des colmateurs de nids-de-poule et des relationnistes, mais les politiques et la législation tiennent manifeste-



### Façon dont les politiciens locaux utiliseraient le temps supplémentaire

Lire des documents de référence pour un prochain vote du conseil sur le budget des immobilisations	30 %
Lire un rapport interne sur une nouvelle politique de développement économique	18 %
Rencontrer des représentants provinciaux en vue d'obtenir des fonds pour les infrastructures	13 %
Rencontrer une association de quartier pour discuter d'une pétition sur le développement de nouveaux logements	12 %
Rencontrer les employés pour défendre des améliorations routières dans un quartier spécifique	8 %
Rencontrer les concitoyens pour discuter de leurs préoccupations concernant les taxes foncières	8 %
Rencontrer un groupe de quartier pour l'approbation d'un festival de rue	6 %
Rencontrer un groupe local de femmes au sujet d'une prochaine campagne municipale de défense des intérêts	5 %

ment une place centrale dans leur vie et leur travail.

Bien entendu, ils consacraient plus de temps à ces tâches s'ils le pouvaient. On a posé une question hypothétique aux répondants : si un événement était annulé d'une façon imprévue plus tard cette semaine et qu'ils avaient deux heures de plus pour eux, qu'en feraient-ils? La plupart ont répondu qu'ils feraient du travail relié aux politiques : lecture de documents de référence sur un vote à venir (30 %) ou d'un rapport interne sur une politique de développement économique (18 %), ou encore intervention auprès d'élus provinciaux en vue d'obtenir des fonds pour les infrastructures (13 %).

## Rémunération

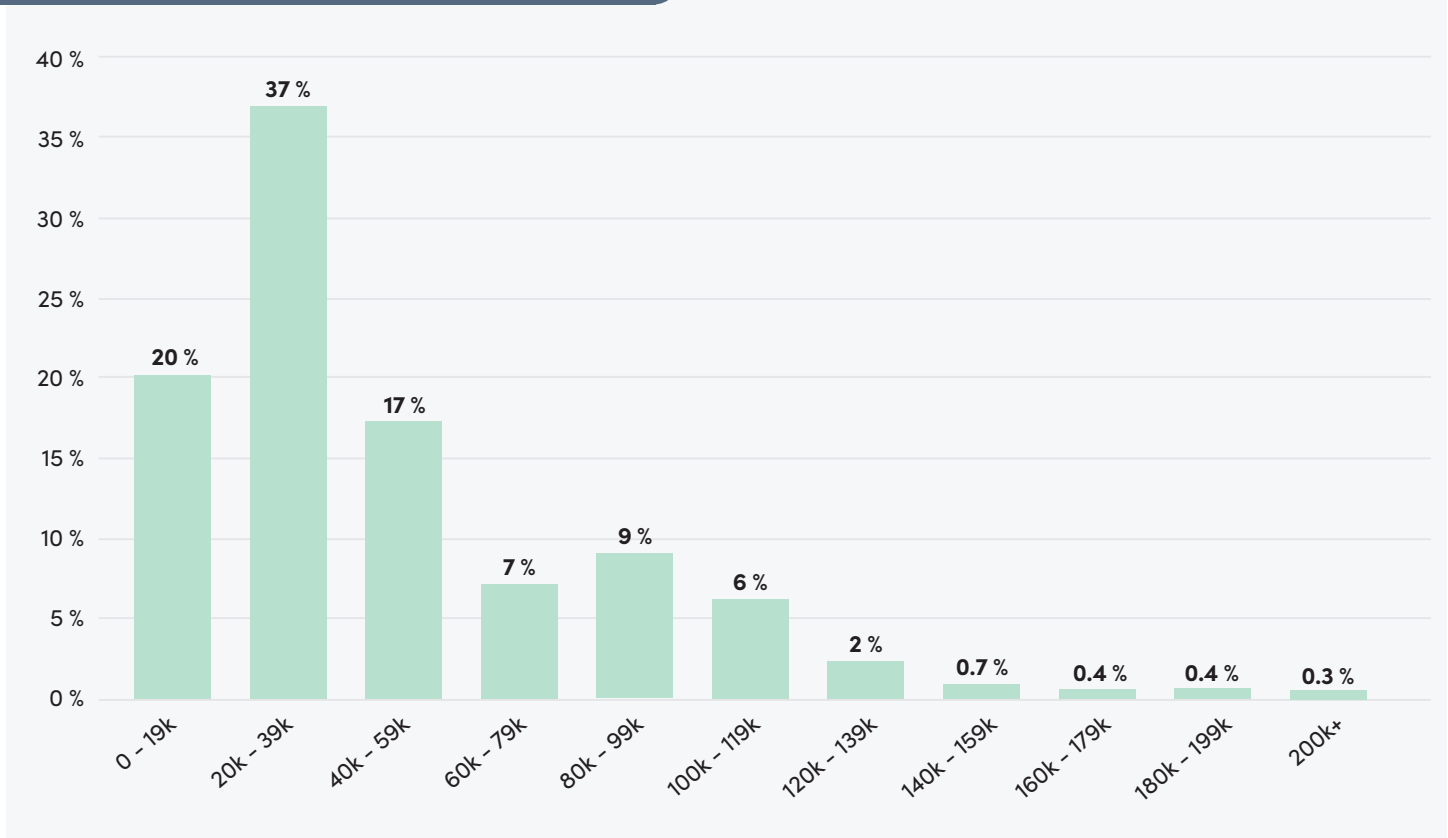
La rémunération des politiciens n'est jamais simple. Il y a d'une part l'intérêt public de rendre ces emplois

séduisants pour attirer des candidats de grand calibre. Le fait de payer équitablement le travail permet aussi à n'importe de remplir le rôle—au lieu de le considérer comme un passe-temps réservé à ceux qui ont les moyens de consacrer de grandes portions de la semaine à un travail non payé.

En revanche, les salaires des politiciens sont des dépenses publiques, quoique très marginales d'une façon générale. Et le fait de trop bien rémunérer les emplois peut pousser des gens à s'intéresser à la vie publique pour de mauvaises raisons.

Étant donné la mauvaise image et l'impopularité intrinsèque liées à la rétribution des politiciens, de nombreuses administrations au Canada ont eu tendance à sous-rémunérer la fonction par rapport à un rôle comparable dans le secteur privé (dans la mesure où une telle chose puisse exister). Contrairement aux

## Quel est le salaire des politiciens locaux?





perceptions largement répandues dans le public, il peut être très difficile de convaincre les politiciens d'augmenter leurs propres salaires.

Dans tous les cas, le Baromètre municipal du Canada montre clairement que l'entrée en politique locale n'est d'aucune façon un moyen de s'enrichir vite. En fait, pour la coterie de gestionnaires, propriétaires d'entreprises et autres professionnels à col blanc très bien payés qui forment une grande partie des politiciens municipaux, l'entrée en politique locale représente une baisse de salaire.

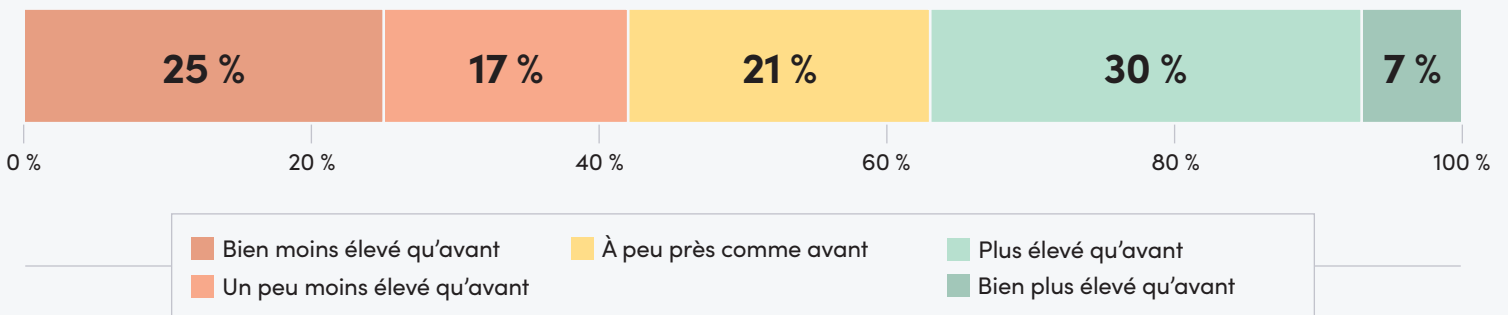
Plus de la moitié des politiciens locaux gagnent moins de 40 000 \$ par année, une pluralité (37 %) déclarant toucher entre 20 000 \$ et 39 000 \$. La plupart des salaires plus élevés reviennent aux maires. Plus de 80 pour cent des conseillers qui ont répondu au sondage sont payés moins de 60 000 \$.

Les politiciens à temps plein gagnent plus que leurs homologues à temps partiel, ce qui est logique. Parmi ceux pour qui il s'agit d'un rôle à temps plein, environ la moitié (51 %) gagne 60 000 \$ ou moins, et 80 pour cent sont payés 100 000 \$ ou moins.

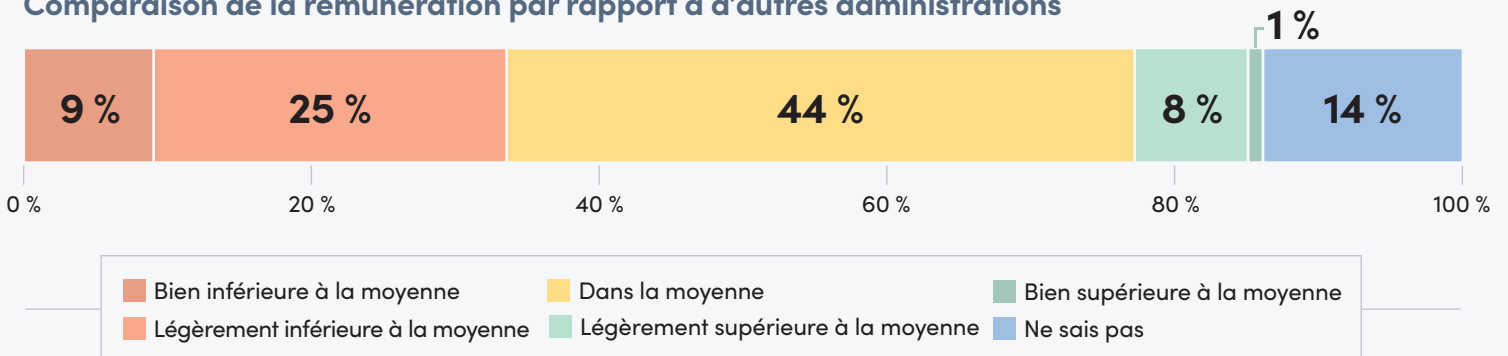
Ces chiffres montrent que les politiciens locaux peuvent avoir un salaire moyen décent, surtout s'ils occupent une fonction à temps plein. Mais l'incitatif financier pour faire de la politique locale est limité. En fait, près de la moitié des répondants (42 %) ont accepté de gagner moins pour entrer dans la vie publique. Une portion moindre (37 %) d'entre eux disent qu'ils gagnent plus qu'avant d'être élus.

La vaste majorité des répondants (78 %) considère qu'ils sont payés comme la moyenne ou sous-payés, par rapport aux autres municipalités. Très peu de politiciens locaux estiment être trop payés, ce qui n'est guère étonnant.

### Changement du niveau de revenu depuis l'élection



### Comparaison de la rémunération par rapport à d'autres administrations



## Vocation ou activité passagère?

Beaucoup de pays ont un genre de vivier de talents politiques où des politiciens jeunes et ambitieux se font les dents au niveau local, puis gravissent les échelons menant à la politique d'État et nationale. Cette trajectoire n'a jamais été aussi évidente au Canada, mais le sondage du Baromètre municipal du Canada voulait se pencher sur la question. Dans quelle mesure nos leaders locaux s'investissent-ils dans leur contexte spécifique? La politique municipale se borne-t-elle uniquement à récolter des cotisations, à se faire connaître et à se préparer pour une course provinciale ou nationale?

La plupart des répondants ont carrément dit que non.

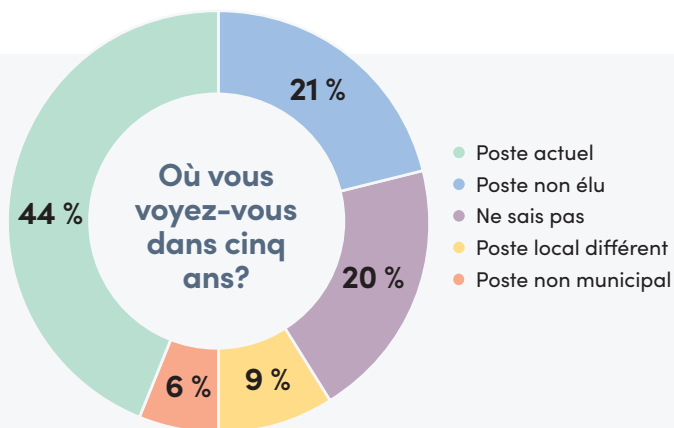
La plupart des politiciens locaux envisagent de servir à long terme. Une majorité pense rester à son poste actuel ou occuper un autre poste local au cours des cinq prochaines années (la majorité est peut-être à la croisée des chemins). Seulement six pour cent aspirent à un poste élu non municipal pendant cette période.

(À noter que peu se soucient d'être limogés par les

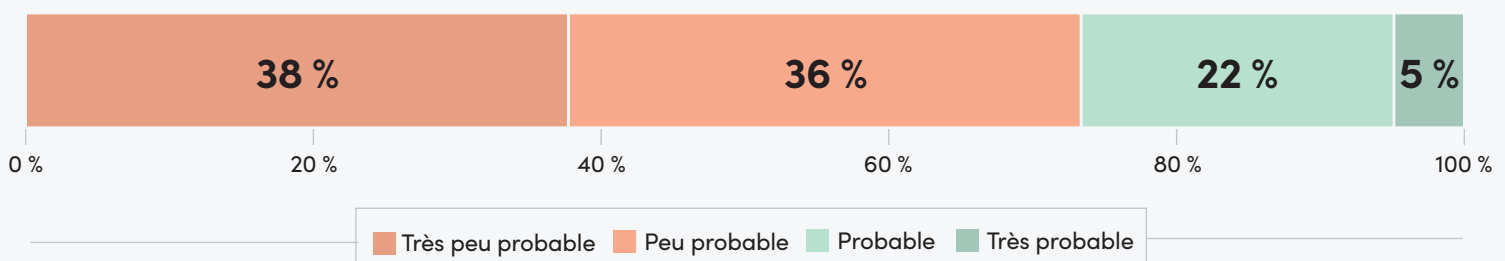
électeurs plus tôt que prévu. Environ 80 % de ceux qui prévoient briguer un autre mandat pensent qu'il y a de bonnes chances qu'ils soient réélus. Étant donné le « bénéfice de la fonction » en politique municipale—qui avantage fortement les politiciens en poste—leur assurance n'est peut-être pas déplacée.)

Le désir de se lancer en politique à un autre niveau n'est sûrement pas inexistant, mais ce n'est pas la norme. Il y a des exemples notoires de politiciens qui ont commencé par la politique locale avant de faire le saut en politique provinciale ou fédérale, mais rares sont les politiciens locaux qui veulent prendre cette voie. Près des trois quarts estiment improbable qu'ils briguent un jour un poste provincial ou fédéral.

Par rapport au grand public, le quart restant de politiciens locaux représente certes encore une bonne part d'ambition fédérale et provinciale. Mais la réticence des politiciens municipaux à viser de plus hautes responsabilités est d'autant plus étonnante que près de la moitié d'entre eux ont été recrutés ou sollicités pour briguer un poste fédéral ou provincial. Les maires,



## Intérêt pour des postes d'élus à d'autres niveaux

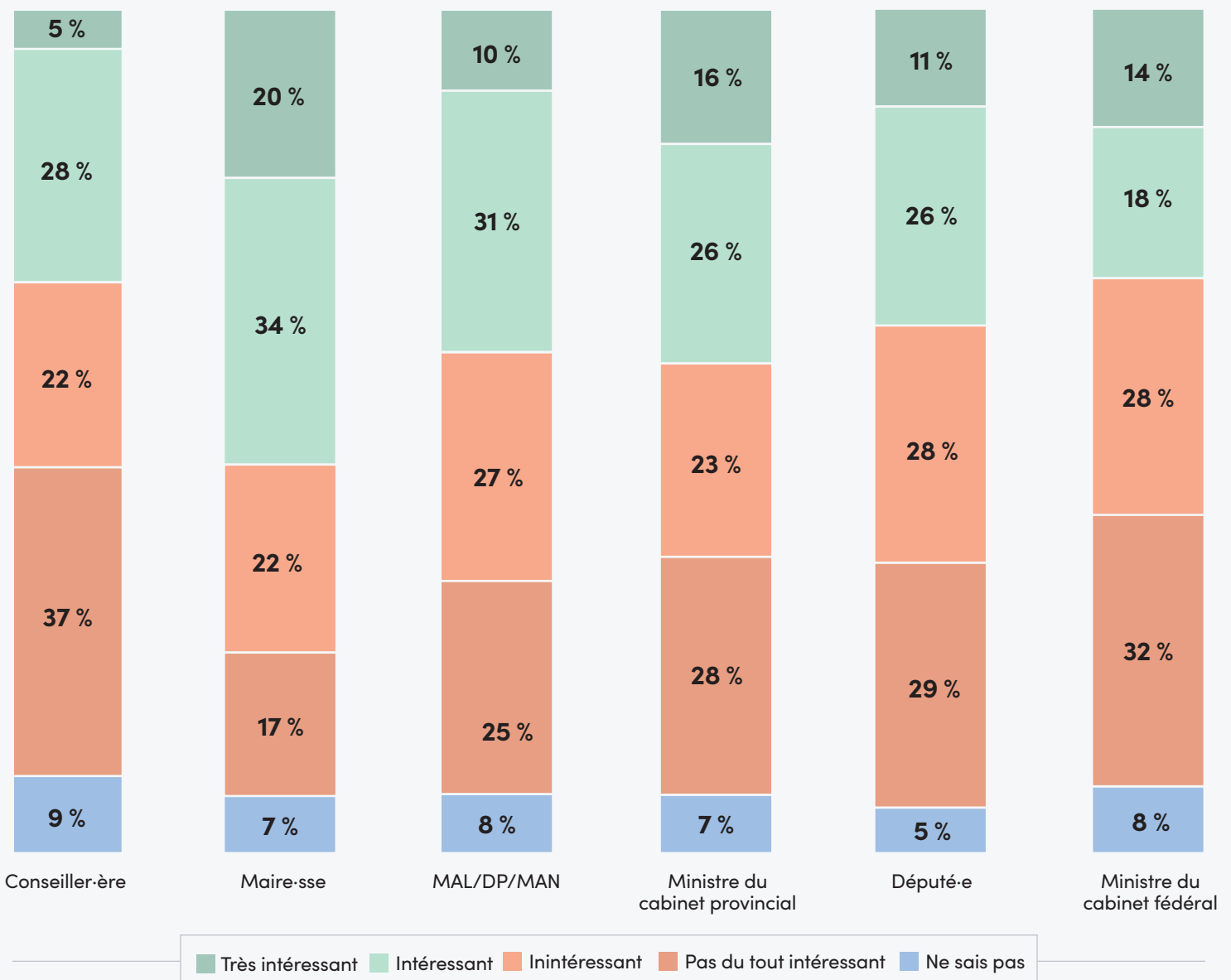


en particulier, sont fortement courtisés (73 pour cent ont été recrutés, comparativement à 41 pour cent des conseillers).

Le sondage a cherché à savoir quel autre poste intéresse les politiciens locaux. Les postes locaux venaient en tête. Parmi les conseillers, c'est celui de maire qui les attire le plus. En général, plus un poste s'éloigne de la communauté locale, moins les politiciens locaux le convoitent. Les répondants ont trouvé l'idée d'un poste provincial plus séduisante qu'un poste fédéral, mais

dans l'ensemble, ils ont été plus nombreux à continuer de penser qu'un rôle provincial est moins intéressant plutôt qu'intéressant.

### Intérêt des différents niveaux de postes d'élus





## Quels sont les meilleurs et les pires aspects du travail ?

Si la plupart des politiciens municipaux comptent rester en poste, qu'est-ce qui les pousse à le faire? Le sondage du Baromètre municipal du Canada a permis aux politiciens de dire, dans leurs propres mots, ce qui leur plaisait le plus dans leur rôle.

Les politiciens municipaux disent qu'ils ont brigué

un poste en raison de leur implication dans la communauté et de leur désir d'apporter des changements, et ce qui leur plaît le plus dans le travail est relié à ces motivations altruistes. Un des aspects les plus intéressants du rôle de maire ou de conseiller est la capacité de s'engager dans sa communauté et d'y

### Ce qui les pousse à revenir

« J'aime surtout le défi intellectuel qui consiste à essayer de composer avec autant d'intérêts divergents et un robuste groupe de conseillers. »

« Le fait de pouvoir changer d'idée en recevant de l'information dont je n'avais pas eu connaissance auparavant. »

« Je peux donner le ton de la façon de se comporter lors des séances et dans toutes les activités du conseil. »

« Le fait de parler à des gens. »

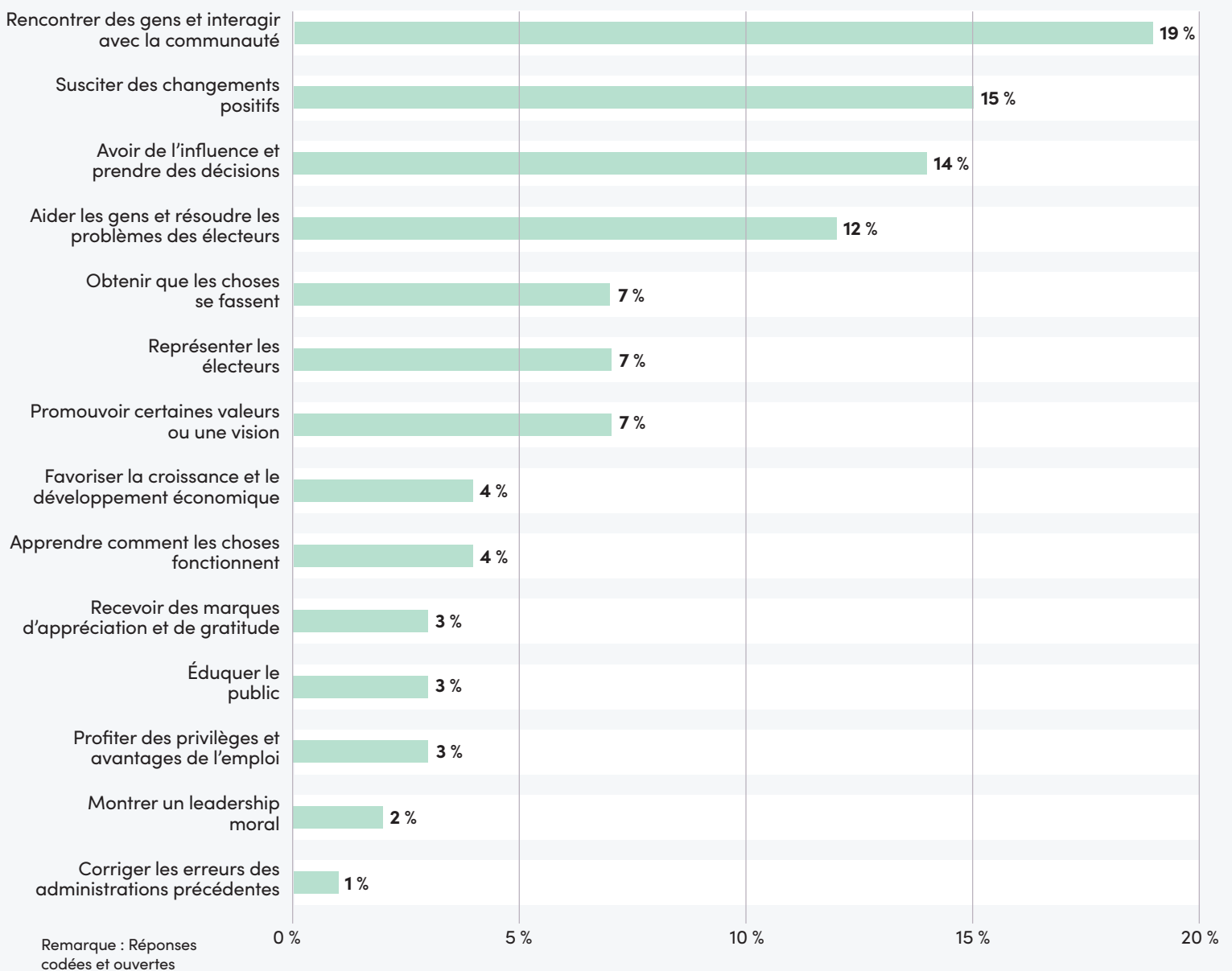
« Le fait d'avoir mon mot à dire sur ce dont aura l'air l'endroit où vont éventuellement vivre mes enfants et mes petits-enfants. »

prendre part. Le deuxième groupe de thèmes populaires est relié à la volonté de prendre des décisions et de susciter des changements. Une troisième série de réponses concerne la représentation et la défense des intérêts pour le compte des concitoyens ou sur des enjeux spécifiques.

Mais le rôle comporte aussi de grands coûts. Les

leaders locaux sont relativement du même avis en ce qui concerne ce qui leur plaît le moins dans leur travail. Ils se plaignent surtout de la méchanceté et de la négativité liées au rôle d'élu. Les politiciens locaux ont le sentiment de devenir des paratonnerres ou des pères Fouettards qui essuient blâmes et critiques pour des choses qu'ils estiment vraiment hors de leur contrôle.

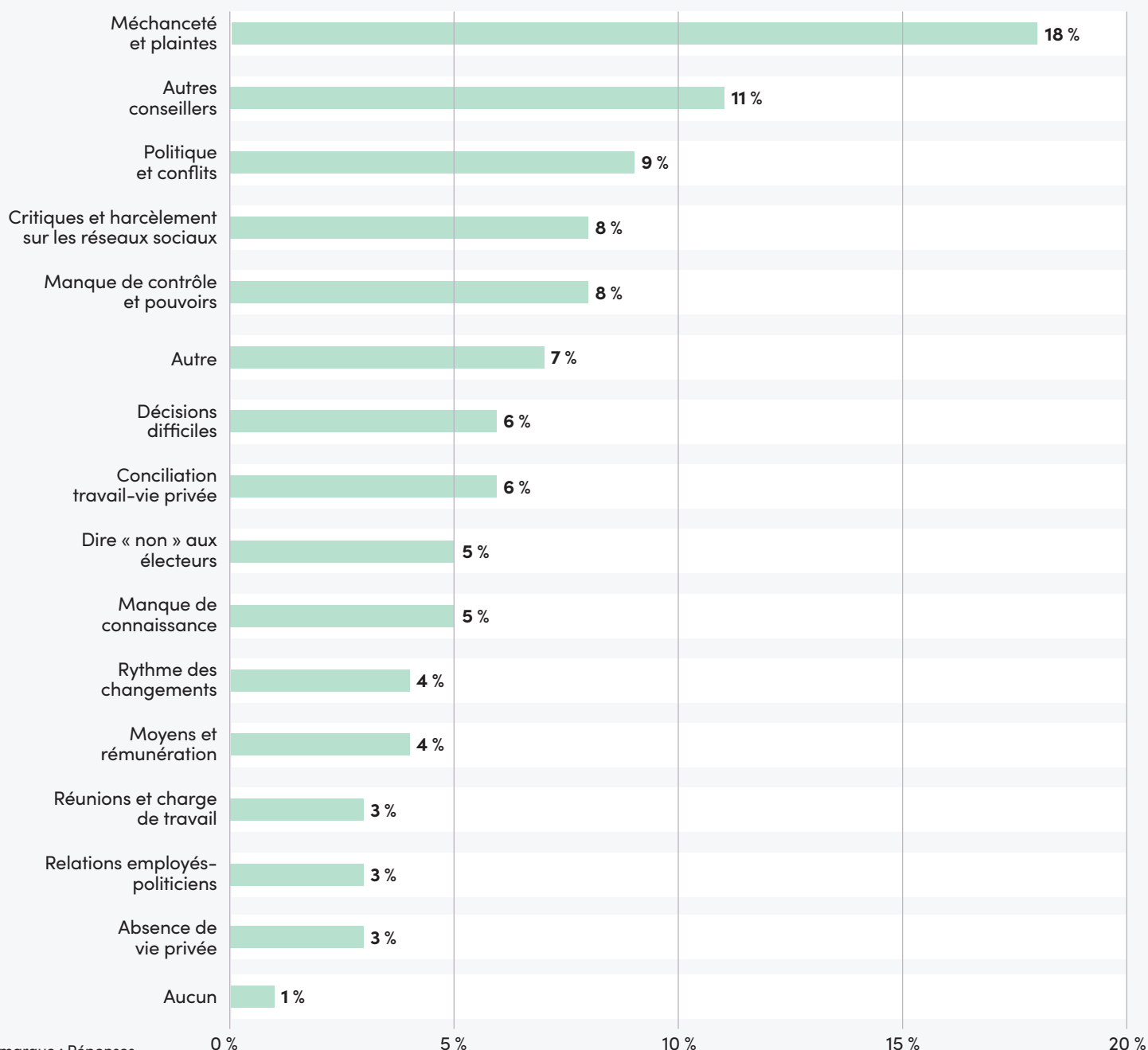
## Le meilleur côté du rôle



Les maires et les conseillers ont majoritairement décrit la méchanceté et les plaintes auxquelles ils ont été confrontés comme étant le pire côté du rôle. Les critiques et le harcèlement sur les réseaux sociaux, en particulier, sont le quatrième défi le plus souvent mentionné.

Le deuxième sujet de plainte le plus évoqué concerne les autres conseillers—le dysfonctionnement du conseil, le harcèlement, les divergences d'intérêts et de valeurs, et les rapports interpersonnels difficiles. Ils se plaignent aussi, d'une façon générale, que « la politique » entrave leur travail.

## Le pire côté du rôle



« La perception que les politiciens sont malhonnêtes et paresseux, et qu'ils saignent à blanc les contribuables par pur plaisir. Cela rend le travail plus difficile à coup sûr. »

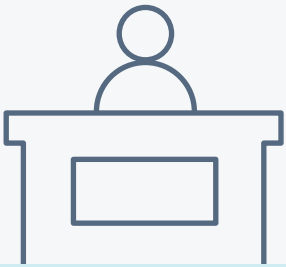
« En tant que femme, j'ai fait l'objet de harcèlement. Il m'a fallu beaucoup de détermination pour le surmonter. »

« On ne peut plaire qu'à la moitié des gens la moitié du temps. »

« Le fait de ne pouvoir rien faire. »

«Le fait de traiter avec des arrivistes amoraux et imbus d'eux-mêmes qui ne savent pas grand-chose et sont sans scrupules... »

« Les commentaires sans fondement, immatures et non censurés que certains résidents font sur les réseaux sociaux à propos des décisions du conseil. »



## Conclusion : En quoi devrait consister la représentation locale?

C'est difficile de broser un portrait précis de la vie politique municipale. Il y a d'énormes différences de taille, portée et moyens entre les municipalités du Canada, et ces différences s'imprègnent dans les diverses expériences des maires et conseillers du pays. Le rôle se situe quelque part dans un vaste spectre allant de la démarche d'amateurs à temps partiel à la politique professionnelle.

Cela vaut la peine de demander ce que les Canadiens attendent de leurs représentants locaux et

dans quelle mesure nos dirigeants municipaux ont les ressources voulues pour répondre à ces attentes. La gouvernance est complexe et la représentation, difficile. Peu de districts sont homogènes, ce qui signifie qu'une représentation de grande qualité ne se borne pas à appartenir à une communauté, mais consiste plutôt à savoir comment composer avec une diversité de citoyens et à agir en leur nom.

Cela demande du temps et de l'aide. De toute évidence, il n'existe pas un modèle de représentation

démographique saine au niveau municipal; nos municipalités sont trop différentes les unes des autres. Mais les conseils ne devraient pas hésiter à se pencher équitablement sur des questions comme le fait de consacrer davantage au soutien des employés, de convertir des emplois à temps partiel en rôles à temps plein ou même de mieux rémunérer les politiciens locaux. Le fait de ne pas accorder assez de ressources aux personnes qui surveillent la façon dont nos municipalités dépensent notre argent et qui établissent les conditions du développement futur de nos collectivités est une fausse économie.

Les leaders communautaires devraient aussi prêter une attention particulière à ceux qui sont invités, d'une manière implicite ou explicite, dans la vie publique locale. Les diverses formes de sous-représentation, par exemple des personnes de couleur et des femmes, sont souvent encore plus pernicieuses et marquées

au niveau local que fédéral et provincial. Le sondage du Baromètre municipal du Canada a aussi montré que les représentants étaient concentrés dans les professions pour cols blancs et que de grands pans de l'économie étaient largement non représentés.

Le sondage révèle que plutôt que d'avoir un parcours explicitement politique—comme l'appartenance à un parti politique, un rôle de conseiller scolaire, ou le recrutement parmi des politiciens existants—beaucoup de leaders locaux sont issus d'organismes de la société civile. Le fait d'attirer une brochette diversifiée et talentueuse de politiciens locaux qui reflètent largement les communautés qu'ils cherchent à représenter, peut signifier le début d'une démarche hyper locale—avec un recrutement plus actif auprès des associations de quartier et clubs de services, et assurer un accès équitable au pouvoir politique pour les groupes communautaires de toute une collectivité.



## **Baromètre municipal du Canada : La suite des choses**

Début 2021, le Baromètre municipal du Canada va sonder une fois de plus les maires et les conseillers du pays—cette fois-ci pour explorer la participation locale et l'engagement citoyen dans leurs communautés.





## Méthodologie

Les données analysées dans ce rapport proviennent du Baromètre municipal du Canada, un sondage annuel mené auprès des élus municipaux de chaque municipalité canadienne de plus de 9 000 habitants. Le sondage est administré par un partenariat pancanadien d'institutions universitaires et non universitaires, et dirigé par Jack Lucas de l'Université de Calgary.

Le sondage a été tenu en ligne, en français et en

anglais. Les invitations à participer au sondage du Baromètre municipal du Canada de 2020 ont été envoyées par courriel le 6 janvier 2020 et le sondage a pris fin le 28 février 2020. Au total, 841 personnes ont répondu aux questions du sondage analysées dans le présent rapport, avec au moins un répondant provenant de 85 % des municipalités incluses dans le sondage.

DATE DE PARUTION : 28 janvier 2021

Copyright © Le Centre Samara pour la démocratie 2021

CITATION : Declan Ingham et Mike Morden, 2021. « Cultivés localement : Sondage mené auprès des politiciens municipaux du Canada. » Toronto : Le Centre Samara pour la démocratie.

RÉDACTION : Allison Jane Smith

CONCEPTION : Geneviève Biloski

TRADUCTION : Françoise Orvoine

Le Centre Samara pour la démocratie est un organisme de bienfaisance non partisan qui a pour vocation de renforcer la démocratie au Canada en la rendant plus accessible, plus réactive et plus inclusive. Le Centre Samara produit des études tournées vers l'action, ainsi que des outils et des ressources pour les citoyens actifs et les leaders publics, qui sont conçus pour amener les Canadiens à s'impliquer dans leur démocratie.

Pour en savoir davantage sur le travail du Centre Samara ou faire un don caritatif afin de soutenir nos études, visitez [samaracanada.com/fr](http://samaracanada.com/fr) ou communiquez avec nous au 416-960-7926.



33, avenue Prince Arthur, Toronto (Ontario) M5R 1B2  
416-960-7926 | [info@samaracanada.com](mailto:info@samaracanada.com)

 @SamaraCDA  SamaraCanada  @SamaraCDA